

N°47 – 25 novembre 2021.

### En bref

Selon le rapport de la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), au moins 4091 féminicides ont eu lieu en 2020 dans la région. Ce chiffre traduit une diminution de 10,6% des cas de féminicides par rapport à 2019, lorsque 4576 cas avaient été signalés par les 26 pays de la région. La CEPAL a déclaré que les féminicides en 2020 se sont produits en dépit d'une visibilité accrue, d'une

réponse des Etats et de la pression massive des mouvements féministes qui ont exprimé leur rejet de la violence sexiste dans toute la région. Cependant, la tendance à la baisse du nombre de féminicides masque des disparités entre les pays. Les taux de féminicides les plus élevés ont été enregistrés au Honduras (4,7 pour 100.000 femmes), en République dominicaine (2,4 pour 100.000 femmes) et au Salvador (2,1 pour 100.000 femmes), même si ces trois pays ont connu une diminution des cas de féminicides entre 2019 et 2020. A l'inverse, la CEPAL a observé une augmentation des cas en Equateur, au Costa Rica et au Panama sur la même période. En outre, la diminution du nombre de féminicides ne doit pas occulter la hausse des violences domestiques contre les femmes enregistrée en 2020 du fait des confinements engendrés par la pandémie de Covid-19.

### LE CHIFFRE À RETENIR

10.6%

C'est la diminution du nombre de féminicides enregistrés en Amérique latine et dans les Caraïbes entre l'année 2019 et 2020.

## BOLIVIE

### Le PDES fait l'objet de critiques de la part de certaines collectivités locales et d'universités.

La Loi 1407, qui approuve le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2021-2025, fait partie d'un ensemble de lois contestées par les mobilisations syndicales de ces dernières semaines. Le PDES fait aussi l'objet de critiques de la part de Luis Fernando Camacho, (gouverneur de Santa Cruz), de certaines collectivités telles que les mairies de 8 capitales départementales, ainsi que d'universités publiques qui considèrent que le plan porte atteinte à leur autonomie. La controverse porte sur le fait que le PDES, dont l'exécution est obligatoire par toutes les entités de l'Etat, fixe des objectifs rigoureux (réduction

de la pauvreté de 39 à 19%, réduction de l'extrême pauvreté de 13,7 à 5,3%, croissance économique de 5,1% par an en moyenne) et fixe également les moyens pour y parvenir (33,2 Md USD sur le mandat). Les collectivités et les universités s'opposant à cette loi estiment avoir été insuffisamment associées à son élaboration et craignent une remise en cause de leur autonomie de gestion. Le gouvernement refuse cette interprétation, indiquant que l'architecture du plan ne diffère pas essentiellement de celle des plans passés. Par ailleurs, la Fédération d'Associations Municipales (FAM) s'est montrée favorable à la loi suite à une réunion avec le gouvernement sur ce sujet.



## COLOMBIE

### L'UE annonce une nouvelle aide budgétaire pour promouvoir l'employabilité des migrants.

Vendredi 19 novembre, lors d'une réunion entre les institutions colombiennes et les organisations internationales à Cúcuta, l'Union Européenne a annoncé une nouvelle aide budgétaire de près de 8 MEUR destinée au Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme colombien. Afin de promouvoir l'esprit d'entreprise des migrants et d'accroître leur employabilité, ce soutien financier aura pour objectif la régularisation et l'intégration économique des migrants, ainsi que la lutte contre la xénophobie. L'Union européenne a également livré deux nouvelles unités mobiles à Cúcuta pour l'identification et l'enregistrement des migrants, dans le but de soutenir la mise en œuvre du statut de protection temporaire pour les migrants vénézuéliens.

### La deuxième journée sans TVA a cumulé un total de ventes à plus de 2 Md EUR.

Les dernières estimations du volume des ventes réalisées vendredi 19 novembre, lors de la deuxième journée sans TVA de l'année 2021, indiquent un chiffre d'affaires des commerces colombiens de 2,25 Md EUR pour la journée. Ce volume est bien au-dessus des 1,6 Md EUR de ventes attendus par le Ministère du Commerce pour le renouvellement de cette mesure qui a pour but de dynamiser l'économie colombienne au sortir de la crise économique engendrée par la Covid-19. La société Redeban, qui propose des solutions de paiement électronique, a enregistré une croissance de 8,5% des ventes par rapport à la première journée sans TVA du 28 octobre

dernier. Le commerce électronique a également connu une croissance importante, de l'ordre de 7,9%, par rapport au 28 octobre.

### Gustavo Petro affirme qu'il suspendra les contrats d'exploration pétrolière s'il est élu à la présidence.

Le candidat à la présidence Gustavo Petro a annoncé dans une interview dimanche 21 novembre que sa première décision en tant que président, s'il était élu, serait de suspendre les contrats d'exploration pétrolière en Colombie. Il a indiqué qu'une période de transition calme et réfléchie, faisant la place aux énergies propres, serait engagée pour diriger l'économie du pays vers une société productive et non plus extractive. Sa déclaration a provoqué une vive polémique au sein de la classe politique, qui s'est majoritairement opposée à une telle proposition. Le Ministre de l'Énergie et des Mines, Diego Mesa, a qualifié le débat sur l'exploitation pétrolière de « faux dilemme populiste » et a mis en garde sur les conséquences de l'abandon des exploitations d'hydrocarbure sur le développement économique et la création d'emplois. Le Président Duque, quant à lui, a annoncé qu'une telle décision ne ferait qu'appauvrir la Colombie, et a rappelé que le secteur représente 40% des exportations, 80% des redevances et 34% des investissements directs étrangers.

## ÉQUATEUR

### Le gouvernement cherche 70 voix pour adopter le projet de loi sur le développement et la durabilité des finances publiques.



Depuis mercredi, les députés du parti du Président Guillermo Lasso (qui disposent de 25 sièges, la majorité étant à 70) tentent de faire approuver le projet de loi économique d'urgence sur le développement économique et la viabilité fiscale, qui établit la contribution temporaire au patrimoine des personnes physiques et au patrimoine des entreprises. En effet, le dernier décaissement du programme FMI au titre de l'année 2021 (700 MUSD) est conditionné au passage de cette réforme fiscale. Le débat porte essentiellement sur le montant de l'impôt sur le revenu (IR) des particuliers et sur les contributions temporaires des particuliers et des entreprises. Le législateur Francisco Jiménez (CREO), qui sera le rapporteur du projet en plénière, a souligné qu'il existe des possibilités de parvenir aux votes malgré la complexité de son contenu et qu'aucune position n'est irréversible, le gouvernement ayant fait preuve de flexibilité tout au long du débat.

### **Le gouvernement annonce un appel d'offres pour la délégation de la raffinerie d'Esmeraldas.**

La raffinerie d'Esmeraldas, propriété de la compagnie pétrolière publique Petroecuador, fera bientôt l'objet d'un appel d'offres pour être exploitée par des investisseurs privés, selon le Ministre de l'Energie Juan Carlos Bermeo. Bien que la date de l'appel d'offres pour la nouvelle raffinerie sera fixée lors d'une réunion avec l'exécutif, Bermeo s'attend à ce que l'appel d'offres soit lancé au cours du premier semestre 2022. La raffinerie d'Esmeraldas, d'une capacité de traitement de 110.000 barils par jour, est la plus grande des trois usines équatoriennes, devant La Libertad (45.000 barils) et Shushufindi (20.000 barils). Actuellement, Esmeraldas convertit 60% de sa cargaison de pétrole entrant en combustibles de qualité, tandis que 40% sont transformés en déchets de faible valeur, tels que

le fioul. L'objectif de l'intervention d'un consortium privé, selon M. Bermeo, est d'abaisser le niveau des déchets à 5% et d'augmenter la production de carburants de plus grande valeur, tels que l'essence et le diesel.

### **L'Équateur et la Colombie réouvriront une frontière commune à partir du 1er décembre.**

L'Équateur et la Colombie ont accepté dimanche la réouverture bilatérale de leur frontière commune à partir de début décembre, après sa fermeture début mars 2020 dans le cadre de la pandémie de coronavirus et se sont engagés à travailler ensemble pour lutter contre le trafic de drogue.

## **PÉROU**

### **Le gouvernement envoie des signaux ambigus au sujet de la fermeture de 4 mines à Ayacucho.**

Le 19 novembre, la Présidente du Conseil des Ministres Mirtha Vásquez a annoncé que, dans le respect du calendrier prévu par leurs plans de fermeture, les mines d'Apumayo, Breapampa, Inmaculada y Pallancata (représentant 6% de la production nationale d'or et 9% de la production d'argent) dans la région Ayacucho allaient bientôt devoir fermer. Cette annonce, faite devant les communautés des zones d'exploitation qui dénoncent la pollution de leurs ressources en eau, a pris de court les compagnies minières, dans la mesure où les plans de fermeture ont toujours été modulables. Cette déclaration a motivé la réaction des syndicats patronaux via des communiqués exhortant le gouvernement à ne pas mettre en danger la sécurité juridique. L'annonce de Mirtha Vásquez



a notamment provoqué une chute momentanée de 50% des actions à la Bourse de Londres du groupe Hochschild, propriétaire de la compagnie Ares qui opère les mines Inmaculada et Pallancata. La Présidente du Conseil des Ministres est toutefois revenue sur ses déclarations 4 jours plus tard, et le gouvernement a rectifié sa communication initiale, affirmant que les calendriers des plans de fermeture resteraient modulables et seraient établis de manière technique et flexible.

### La croissance du PIB atteint 11,4% au 3<sup>e</sup> trimestre et se rapproche des niveaux d'avant crise.

La production au 3<sup>e</sup> trimestre 2021 a crû de 11,4% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2020, et de 1,6% par rapport à 2019. Par ailleurs, le PIB sur les 3 premiers trimestres 2021 a crû de 11,9% comparé à 2020, et de 0,8% par rapport à 2019. Ceci laisse penser que le niveau de production d'avant crise sera atteint dès la fin 2021. Selon la Banque Centrale péruvienne, le PIB devrait croître de 13,2% en 2021, compensant la chute de 11,1% de 2020. Sur les 9 premiers mois de l'année, toutes les composantes de la demande interne ont dépassé largement leurs niveaux pré-crise, sauf la consommation privée qui se redresse lentement (+0,1% par rapport à 2019). De leur côté, les exportations en valeur demeurent inférieures de 7,9% par rapport à leur niveau de 2019. Les secteurs majeurs de l'économie ont tous connu des croissances fortes : l'industrie manufacturière (8,4% au 3<sup>e</sup> trimestre, 25,7% sur 9 mois); les services personnels et immobiliers (+9% et +7,2% respectivement); les mines et hydrocarbures (+4,4% et +11,7%); et le commerce (+10% et +24,6%).

### L'emploi revient à son niveau d'avant crise au plan national, mais l'informalité progresse.

Avec un taux de chômage à 5,3% au niveau national pour le 3<sup>e</sup> trimestre 2021, la part de la population active actuellement employée reste légèrement en-dessous du niveau de 2019, mais se situe à des niveaux proches des années d'avant crise. Cependant, la part de l'emploi informel est passée de 66% avant la crise à un record de 73% pour l'année mobile octobre 2020 – septembre 2021. Concernant Lima, qui concentre la moitié du PIB et un tiers de la population, le taux de chômage de 10% au 3<sup>e</sup> trimestre demeure élevé par rapport aux niveaux d'avant crise (6 à 8%).

## VENEZUELA

### Le chavisme sort renforcé des élections régionales du 21 novembre.

Les élections régionales du 21 novembre ont consolidé le parti chaviste au pouvoir : le Parti Socialiste du Venezuela (PSUV) a remporté 20 des 23 gouvernorats en lice et la mairie de Caracas, face à une opposition fragmentée qui a perdu trois Etats stratégiques (Anzoátegui, Mérida et Táchira, à la frontière avec la Colombie) et a remporté trois nouveaux Etats (Nueva Esparta, Zulia et Cojedes). L'opposition, a ainsi perdu des Etats clés malgré la fin du boycott des élections et des appels à l'abstention. Dans son rapport officiel, le Conseil National Electoral (CNE) a établi le taux de participation à 41,8%, avec 8,1 M d'électeurs sur les 21 M qui étaient appelés aux urnes. Juan Guaidó, reconnu comme Président par intérim du Venezuela par plusieurs pays, s'est abstenu de voter mais prône la reprise des négociations entre le gouvernement et l'opposition au Mexique.



## La mission d'observation de l'UE a souligné l'amélioration notable des conditions électorales.

La mission d'observation de l'Union Européenne dépêchée au Venezuela pour examiner le caractère démocratique des élections régionales a déclaré que le Conseil National Electoral (CNE) renouvelé en mai 2021 est considéré comme l'administration électorale la plus équilibrée que le Venezuela ait connue au cours des 20 dernières années. Cependant, les 1363 observateurs déployés ont assisté à la mise en place de points de contrôle, dits points rouges, dans les 23 Etats et le district de la capitale, malgré leur interdiction par le CNE. Le rapport de l'UE estime de fait que le CNE doit renforcer ses pouvoirs de contrôle, pour garantir une meilleure transparence des élections.

## PdVSA enregistre 6,5 Md USD d'exportations entre janvier et octobre 2021.

Entre janvier et octobre 2021, les comptes de Petroleos de Venezuela (PdVSA) ont reçu près de 32 MUSD par jour, un chiffre en croissance de 78% comparée à la même période l'année dernière. La situation s'est nettement redressée en octobre: d'une part, le prix du brut de référence du Venezuela, le Merey, dont la moyenne annuelle est de 50 USD par baril, a atteint 62 USD en octobre. D'autre part, la production a augmenté au cours de ce mois, les données officielles la situant à 750.000 barils par jour, grâce aux exportations iraniennes de condensat.

## L'OFAC renouvelle le séjour restreint de 5 entreprises américaines jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2022.

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du département du Trésor étasunien a renouvelé la licence de 5 sociétés américaines opérant sur le secteur des hydrocarbures: Chevron, Halliburton, Schlumberger, Baker Hughes et Weatherford. Le renouvellement de cette licence permettra à ces entreprises de poursuivre leurs activités au Venezuela jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2022, malgré les sanctions commerciales américaines prises contre PdVSA visant à entraver toutes les opérations entre cette société d'Etat vénézuélienne et les entreprises ayant des activités aux Etats-Unis. L'administration Biden maintient les mêmes restrictions: elle n'autorise pas le forage, le levage ou le traitement, l'achat ou la vente, le transport ou l'expédition de tout pétrole ou produit pétrolier d'origine vénézuélienne. Elle n'autorise pas non plus le versement de dividendes, y compris en nature, à PdVSA, et interdit tout financement de l'entreprise publique. La licence permet uniquement les transactions avec PdVSA visant à la maintenance minimale des opérations essentielles.

## Les graphiques de la semaine

Bilan épidémiologique de la région au 25 novembre 2021.

	Contaminés		Décès		Population ayant reçu une 1ère dose		Population ayant reçu un schéma de vaccination complet	
	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	Pour 1M d'habitants	En nombre	en % de la population	en nombre	en % de la population
Bolivie	531 428	44 676	19 096	1 605	0,7 M	6%	3,9 M	33%
Equateur	524 432	29 101	33 128	1 839	2,5 M	14%	10,9 M	61%
Colombie	5 055 253	97 895	128 236	2 483	11,5 M	23%	23,8 M	47%
Pérou	2 228 212	66 291	200 961	5 979	4,6 M	14%	17 M	51%
Venezuela	427 418	15 091	5 104	180	4,6 M	16%	9,3 M	32%
Am. du sud	38 876 673	n.d	1 179 564	n.d	n.d	n.d	n.d	n.d

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
<b>BOLIVIE</b>	11,5	38,7	-8,8	5	-8,5	59,3	107	+7	159	-3
<b>COLOMBIE</b>	50,3	282,2	-6,8	7,6	-9,4	59,3	83	0	67	-2
<b>EQUATEUR</b>	17,3	93,07	-7,8	2,8	-8,9	n.a	86	-1	129	-6
<b>GUYANA</b>	0,782	6,8	43,5	20,4	-5,6	36,9	122	-1	134	0
<b>PEROU</b>	32,5	188,4	-11	10	-9,4	21,9	79	+3	76	-8
<b>SURINAME</b>	0,581	2,8	-15,9	0,7	-13,9	n.a	97	+1	162	+3
<b>VENEZUELA</b>	27,9	42*	-30	-5	n.a	n.a	113	-20	188	0
<b>ARGENTINE</b>	45,3	382,7	-9,9	7,5	-11,4	n.a	46	+2	126	-7
<b>BRESIL</b>	211,4	1312,6	-4,1	5,2	-16,7	68,5	84	-5	124	-15
<b>CHILI</b>	19,4	245,4	-5,8	11	-8,7	14,6	43	-1	59	-3
<b>MEXIQUE</b>	128,9	1133,2	-8,3	6,2	-5,8	56,7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2021), PNUD, Doing Business.

\* dernière source FMI, certains analystes l'estiment à 26 Mds USD.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)